



REPUBLIQUE DU NIGER  
MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE



**CTB NIGER**

# RAPPORT DE RESULTATS 2012

## PAAPSSP

*PROGRAMME D'APPUI À  
L'AMÉNAGEMENT PASTORAL ET À  
LA SÉCURISATION DES SYSTÈMES PASTORAUX  
NER 08 026 11*



**Version Finale**

Post-SMCL du 14 mars 2013

<b>1</b>	<b>APERÇU DE L'INTERVENTION.....</b>	<b>4</b>
1.1	FICHE PROJET.....	4
1.2	ZONES D'INTERVENTION DU PAAPSSP .....	5
1.3	PERFORMANCES DU PROJET .....	6
1.4	EXECUTION BUDGETAIRE.....	6
1.5	RESUME.....	6
<b>2</b>	<b>ANALYSE DE L'INTERVENTION.....</b>	<b>7</b>
2.1	CONTEXTE.....	7
2.1.1	<i>Contexte général</i> .....	7
2.1.2	<i>Contexte institutionnel</i> .....	7
2.1.3	<i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i> .....	7
2.1.4	<i>Contexte HARMO</i> .....	8
2.2	OUTCOME.....	8
2.2.1	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	9
2.2.2	<i>Gestion des risques</i> .....	11
2.2.3	<i>Impact potentiel</i> .....	12
2.2.4	<i>Critères de qualité</i> .....	12
2.3	OUTPUT 1 .....	15
2.3.1	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	15
2.3.2	<i>Exécution budgétaire</i> .....	16
2.3.3	<i>Critères de qualité</i> .....	16
2.4	OUTPUT 2 .....	17
2.4.1	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	17
2.4.2	<i>Exécution budgétaire</i> .....	18
2.4.3	<i>Critères de qualité</i> .....	18
2.5	OUTPUT 3 .....	19
2.5.1	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	19
2.5.2	<i>Exécution budgétaire</i> .....	20
2.5.3	<i>Critères de qualité</i> .....	20
<b>3</b>	<b>THEMES TRANSVERSAUX.....</b>	<b>21</b>
3.1	GENRE.....	21
3.2	ENVIRONNEMENT .....	21
3.3	AUTRE .....	21
<b>4</b>	<b>PILOTAGE ET APPRENTISSAGE .....</b>	<b>22</b>
4.1	PLAN D' ACTION .....	22
4.2	ENSEIGNEMENTS TIRES .....	22
<b>5</b>	<b>ANNEXES.....</b>	<b>23</b>
5.1	CADRE LOGIQUE D'ORIGINE.....	23
5.2	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR .....	24
5.3	APERÇU DES MORE RESULTS .....	25
5.4	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » .....	26
5.5	RESSOURCES.....	28
5.6	DECISIONS PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI .....	29

## Acronymes

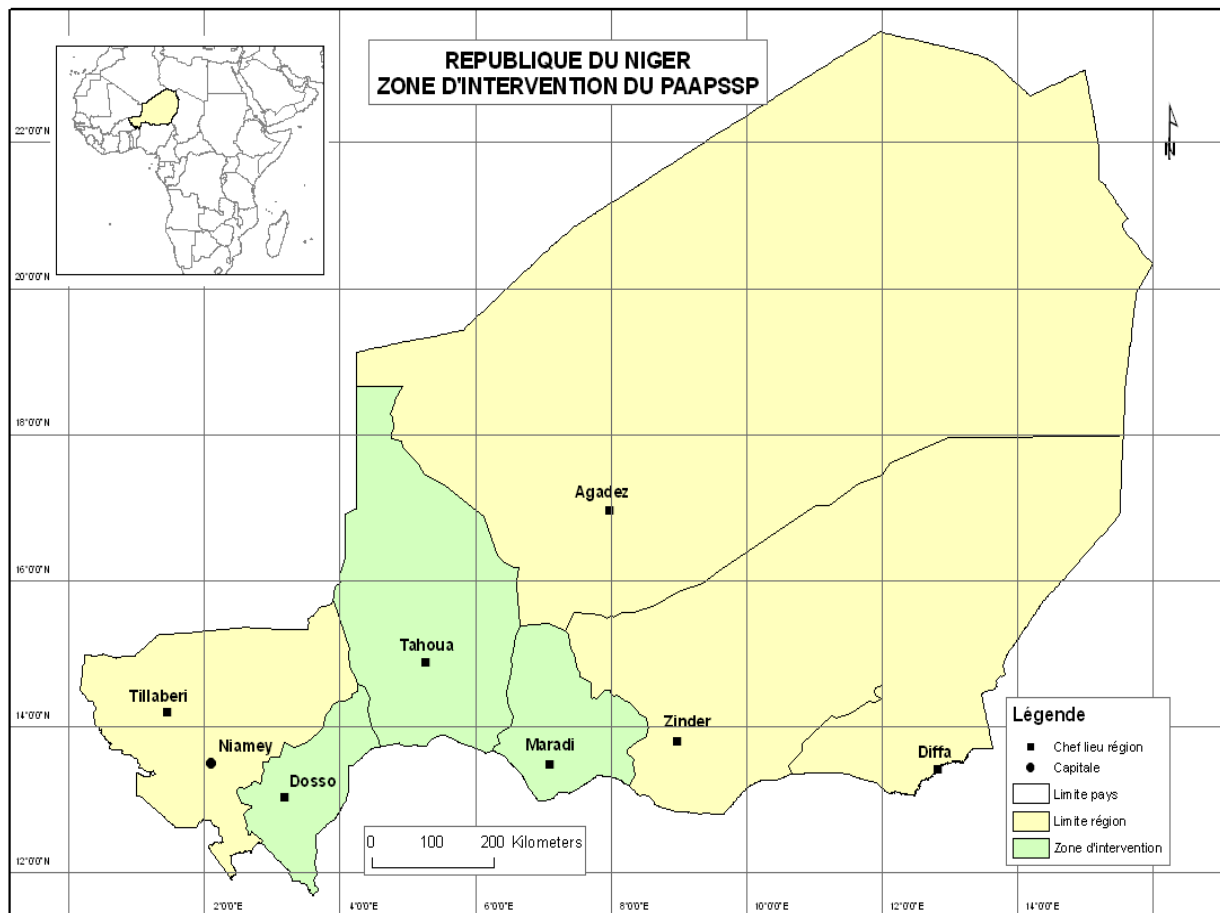
Acronyme	Définition
3N	Les nigériens nourrissent les nigériens
AE	Accord d'Exécution
ATI	Assistant Technique International
ATN - MTD	Assistants Techniques Nationaux de Maradi, Tahoua et Dosso
CCD	Cadre de Concertation Départementaux
CESAO	Centre d'Etude Sociale en Afrique de l'Ouest
CMB	Centre de Multiplication du Bétail
COFOCOM	Commission foncière communale
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CT	Collectivités Territoriales
DDE	Direction Départementale de l'Elevage
DGPIA	Direction Générale des Productions et Industries Animales
DGSV	Direction Générale des Services Vétérinaires
DRE	Direction Régionale de l'Elevage
DSA	Direction de la Santé Animale
DTF	Document Technique et Financier
GAR	Gestion Axés sur Résultats
INRAN	Institut National de Recherche Agronomique du Niger
LNC	Limite Nord des Cultures
MEL	Ministère d'élevage
MTR	MidTermReview (revue à mi-parcours)
MP	Marché public
ND	Non Déterminé
OPeI	Organisation Professionnelle d'éleveur
PAD	Plan d'Aménagement Départemental
PAP	Plan d'aménagement Pastoral
PAR	Plan d'Action Régional (SDR)
PASEL	Projet d'Appui au Secteur de l'Elevage (Coop Suisse)
PDS	Prestation De Service
POF	Planification Opérationnelle et Financière
PTF	Partenaire Technique et Financier
RECA	Réseau des Chambres d'Agricultures
Rep Ner	Représentation de la CTB Niger
RH	Ressources Humaines
SAP	Schéma d'Aménagement Pastoral
SCR	Structures du Code Rural
SDR	Stratégie de Développement Rural
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SNV	Service néerlandais de développement
SPCR	Secrétariat Permanent du Code Rural
SPR	Secrétariat Permanent Régional du Code Rural
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité
UGP	Unité de Gestion du Programme
UGR	Unité de Gestion régionale
VSF	Vétérinaires Sans Frontières

# 1 Aperçu de l'intervention.

## 1.1 Fiche projet

Nom du projet	Programme d'Appui à l'Aménagement Pastoral et à la Sécurisation des Systèmes Pastoraux (PAAPSSP)
Code du projet	NER 08 026 11
Emplacement	Dosso, Tahoua, Maradi
Budget	11 000 000 € (contribution belge) 2 178 184 € (contribution nigérienne) 336 098 € (collectivité et population)
Institution partenaire	Ministère de l'élevage
Date de la Convention de mise en œuvre	10/12/2009
Durée (mois)	Durée selon la C.S : 5 ans - 60 mois Durée effective : 4 ans - 48 mois
Groupes cibles	Les éleveurs et agro-pasteurs
Impact	La performance du secteur de l'élevage au Niger est améliorée et contribue à la réduction de la pauvreté rurale.
Outcome	Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre au niveau des régions de Dosso, Maradi et Tahoua
Outputs	<b>Output1</b> : Les capacités de planification, de suivi, de coordination et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du Programme 12 dans les trois régions concernées
	<b>Output2</b> : L'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé
	<b>Output3</b> : Les productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées

## 1.2 Zones d'intervention du PAAPSSP



### 1.3 Performances du projet

	Effizienz	Efficacité	Durabilité
Outcome	C	C	B
Output 1	B	B	C
Output 2	B	C	B
Output 3	B	B	B

### 1.4 Exécution budgétaire

Le budget est de 11 000 000 d'euro. Ici n'est comptabilisé que la contrepartie Belge qui est transcrite et traité à travers l'outil FIT. Le gouvernement du Niger, par la mobilisation de ses cadres, la mise à disposition des locaux et l'application des procédures de hors taxe apporte sa contrepartie, qui s'élève à 386 258 euro au 31/12/2013.

	Dépenses année 2012	Dépenses totales cumulées au 31 décembre 2012	Solde au 31 12 2012	Taux de décaissement total
PREVU en Q1 2012	2 743 000	4 515 419		
REALISE	1 533 618	3 370 495	7 629 505	30%

Le taux d'exécution de la prévision annuelle de 2012, inscrite dans le POF validée par la SMCL de février 2012 est de 56%. Le taux d'exécution en 2011 était de 65%. Cet écart est principalement due à une sous estimation des temps nécessaires pour (1) la préparation, (2) la contractualisation et (3) l'exécution des marchés des travaux.

### 1.5 Résumé

<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Réalisation des études de faisabilité techniques et sociales sur 117 sites</b> sélectionnés pour les aménagements dans lors des CCD tenus en 2011 et la réalisation du <b>géo-référencement de 2374 ressources pastorales</b> dans 73 Communes pour aboutir aux SAP et PAP,</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Réalisation des premiers chantiers d'aménagement</b> à Mayahi, région de Maradi avec le fonçage de 4 puits pastoraux, le balisage de 55 Km de couloirs de passage et le lancement dans le même département du fonçage de 4 nouveaux puits et du balisage de 345 Km de couloirs.</li> <li>• <b>Lancement des marchés publics relatifs à la réhabilitation de 32 points d'eau</b>, pour un coût global de 230 000 000 FCFA</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Réalisation de 576 km de bandes pare feux, ramassage et stockage de 261 tonne de paille et appui à 9 SVPP dans le cadre de la campagne nationale de vaccination</b> à travers des contrats de vaccination pour 456 300 UBT,</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>En juin 2012 la SMCL autorise le PAAPSSP à signer des AE et AF avec des ONG</b>, qui sont exclus des procédures de marchés publics. Ces Accords concernent (1) les Etudes de faisabilités sociales, (2) les appuis à l'installation des vétérinaires privés de proximités, (2) l'appui au développement de la filière « Viande déshydraté du Niger ».</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Réalisation de la MTR</b>, qui propose un recentrage et confirme le besoins de renforcement des équipes au niveau national et régional.</li> </ul>

## 2 Analyse de l'intervention

### 2.1 Contexte

#### 2.1.1 Contexte général

L'année 2012 est marquée par :

- Une dégradation de la situation sécuritaire qui s'est traduite notamment par des enlèvements (à *Dakoro et au nord Nigéria*), le conflit Malien, les islamistes de Boko Haram au Nigeria, etc. Ces différents événements limitent les possibilités de déplacement des expatriés sur le terrain.
- Une bonne saison des pluies qui permet aux éleveurs d'aborder la période de soudure 2013 (*mars-juin*) de façon relativement sereine.
- La poursuite de la politique de décentralisation qui se traduit notamment par l'émergence progressive des conseils régionaux aux cotés des conseils communaux. Cependant la dynamique de transferts de compétences et des moyens qui leur sont liées, reste faible.

#### 2.1.2 Contexte institutionnel

L'année 2012 est marquée par l'amorce de la traduction opérationnelle de l'Initiative 3N. Ceci entraîne la transposition du P12 de la SDR dans le Programme stratégique<sup>1</sup> (*PS1*) relatif à "Accroissement et Diversification des Productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques" de l'Initiative 3N. Cette évolution institutionnelle, majeure au niveau du PAAPSSP qui est basé sur l'appui à la mise en œuvre du P12 de la SDR et de ces plans régionaux, nécessite un temps d'apprentissage et de rodage de mécanismes d'intervention. Néanmoins les possibilités d'interventions avec les STD, les collectivités territoriales et les acteurs de la société civile restent intactes. Seuls les dynamiques et mécanismes de planification et de suivi régionaux sont impactés par ces évolutions institutionnelles.

#### 2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

L'inadéquation entre le dispositif RH et les résultats attendus est de plus en plus apparent. Elle est confirmée dans le rapport de la revue à mi-parcours d'octobre 2012. La décision de la SMCL de février 2012 de mobiliser des agents de l'état complémentaires au niveau des UGR n'a pas pu être mise en œuvre faute de candidats conforme au profil recherché. La problématique du renforcement des capacités humaines liées à la mise en œuvre du PAAPSSP reste entière.

L'inadéquation des RH en lien avec les résultats attendus, notamment en termes de qualité et rigueur de gestion, constitue une contrainte supplémentaire à prendre en compte. En effet l'approche programme annoncée dans le DTF en terme de « tendre vers » a servi de base pour élaborer le dispositif d'intervention alors que ce dernier était à construire et à renforcer aussi bien en terme de capacité des parties prenantes que de leurs équipements. Les délais nécessaires à la mise en œuvre de ces processus de renforcement ne cadrent pas avec les délais impartis pour l'atteinte des résultats.

Néanmoins l'exécution des AE notamment avec les DRE et certaines Opel contribue à renforcer leur capacité de gestion financière et administrative. Mais leur « accompagnement » nécessite un important travail qui mobilise tout ou partie de l'équipe d'intervention.

## 2.1.4 Contexte HARMO

La synergie avec les autres partenaires au développement s'est concrétisée en 2012 par :

- Dans la région de Dosso, la préparation d'AE conjoints entre le PAAPSSP, Lux-développement et le PASEL pour l'appui aux structures du code Rural et à la CRA.
- Dans la région de Tahoua la préparation d'une intervention complémentaire sur les aménagements pastoraux et la santé animale, sur la base d'un financement de l'UE.
- La signature en Juillet des AF avec VSF et le CESAO, en relation avec deux directions du Ministère de l'Élevage (*DG des Services Vétérinaires et DG Productions et Industries Animales*).
- Les relations avec ARIMEL confirment la complémentarité entre les approches institutionnelles (*stratégies, politiques et formation*) promues par ARIMEL et les approches opérationnelles (*santé animale, économie et aménagement*) promues par le PAAPSSP.

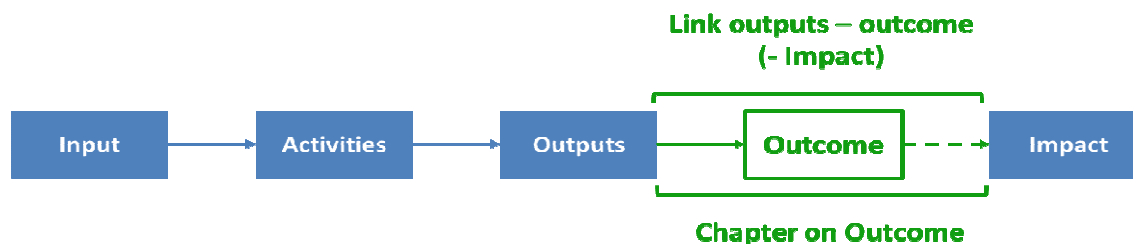
Néanmoins, il est nécessaire de poursuivre les efforts afin de créer une synergie fonctionnelle au sein même des programmes CTB notamment avec les programmes genre (ARMDF) et sécurité alimentaire / décentralisation (PAMED II).

Le passage de la SDR à l'I3N ne remet pas en cause la logique d'harmonisation et d'alignement sur les politiques et stratégies nationales en matière de développement rural.

L'appui à la préparation et à la mise en œuvre des campagnes de vaccination du cheptel à travers les services techniques et les vétérinaires privés (SVPP) concrétisent l'alignement du PAAPSSP sur la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales dans le domaine de la santé animale.

## 2.2 Outcome

Le point suivant donne un aperçu de l'atteinte potentielle de l'outcome et de la dynamique autour de cet outcome comme l'indique la figure infra.





## 2.2.1 Analyse des progrès réalisés

**Outcome** : Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre au niveau des régions de Dosso, Maradi et Tahoua

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale 2014	Commentaires
D'ici Aout 2014, le budget investi sur fonds propre des communes dans les aménagements pastoraux et sécurisation des systèmes pastoraux a augmenté de 10% dans au moins 20 % des communes d'intervention	NF	1.57	2.25	3.12	-	10%	Les données sont produites sur la base d'un diagnostic des budgets d'un échantillon de 26 des 73 communes (35%) qui bénéficient des aménagements pastoraux du PAAPSSP
D'ici Aout 2014, 80% des besoins en aménagement pastoraux priorités et validés sont réalisés dans les 3 régions	0	-	-	-	-	80%	Les données seront disponibles après validation des résultats des EFT, EFS (qui viennent d'être restituées) et l'arbitrage de l'UGP. Toute fois, 4 puits pastoraux et 55 km de couloir sont réceptionnés à Mayahi et les travaux de fonçage de 4 nouveaux puits et le bornage de 345 km de couloir sont lancés à Mayahi

**Analyse des progrès réalisés par rapport à l'Outcome** : Analyser la dynamique entre la réalisation des outputs et l'atteinte probable de l'outcome (voir Guide de rapport des résultats) :

Lien entre les outputs et l'outcome : (Comment) les outputs contribuent-ils (toujours) à l'atteinte de l'outcome ?	<p>Les outputs du PAAPSSP contribuent à l'atteinte de l'outcome :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les formations et des appuis en matériels (<i>roulants et informatiques</i>) apportés ont renforcés les capacités ; d'intervention, de planification, de suivi, de coordination et de partenariat des acteurs en charge de la mise en œuvre du PS1 de l'initiative 3N dans les trois régions d'intervention.</li> <li>• Les actions de renforcement structurel des OPEIs, CRA et structures du code rural leur permettent de mieux jouer leurs rôles respectifs.</li> <li>• Les opérations d'aménagement et de sécurisation de l'accès aux ressources pastorales (<i>eau et aires de pâturage</i>) ont permis de renforcer les dynamiques de développement local (<i>concertation, planification, investissement</i>).</li> <li>• Les campagnes de vaccination du cheptel valorisent les rôles des STD dans la mise en œuvre de leurs activités et protègent les cheptels des épidémies.</li> </ul>
--	--

<p>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome (sur la base d'indicateurs)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans les communes d'intervention la part du budget consacré aux aménagements pastoraux est de 3,12% du budget investie. Ceci est notamment du aux actions de renforcement des capacités initiées par le PAAPSSP pour accroître le niveau des investissements dans le sous secteur de l'élevage et des aménagements pastoraux.</li> <li>• 121 ouvrages hydrauliques (réhabilitations et réalisations) ont fait l'objet d'études de faisabilité technique et sociale dans les 3 régions d'intervention.</li> </ul>
<p>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le mode de contractualisation des ONG Nigériennes pour les EFS est novateur, tout comme l'exécution d'études de faisabilités sociales, qui analysent les dynamiques socio-foncieres liées aux aménagements à réaliser. Ce type d'étude différent des études socio-économiques généralement réalisées pour les ouvrages hydrauliques, qui abordent beaucoup plus la valorisation économique des aménagements, que les risques socio de leur implantation.</li> <li>• L'arbitrage « participatif » lors des cadres de concertation, constitue un des facteurs positif de l'intervention car il cadre parfaitement avec les résultats attendus en termes de développement des dynamiques de planification locales.</li> <li>• Les modalités de passation des marchés publics des travaux, tout comme le faible nombre et la qualité des soumissionnaires nécessite d'adapter une stratégie qui vise à ouvrir le processus de sélection, notamment par une très large diffusion des marchés à exécuter.</li> <li>• La surcharge de travail des ATN au niveau des régions rend difficile l'accompagnement et le suivi des activités sur le terrain.</li> </ul>
<p>Résultats inattendus :</p>	<p>A ce jour aucun résultat inattendu n'est apparu.</p>

## 2.2.2 Gestion des risques

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Absence ou non fonctionnement des instances exécutives de l'Initiative 3N au niveau régional et de la décentralisation	identifiés durant la mise en œuvre de l'intervention	Institutionnel	Moyenne	Moyen	B					
Délais plus longs de mise en œuvre des aménagements en lien avec le temps qui reste	Suivi des résultats	Institutionnel	Elevée	Elevé	D	Veiller au strict respect des différentes étapes de dépouillement de MP et de leur exécution	UGP		instance	ouvert
Dégradation de la situation sécuritaire dans les zones d'intervention du Programme,	identifiés durant la mise en œuvre de l'intervention	Opérationnel	Moyenne	Elevé	C	Appliquer les consignes de sécurité	UGP	constant	En cours d'application	ouvert
Faibles capacité en ressources humaines des DRE	identifiés durant la mise en œuvre de l'intervention	Opérationnel	Élevée	Élevé	D	Faciliter la mise en œuvre des formations	UGP	Q2 - 2013	instance	ouvert
						Procéder au renforcement des UGR par la mobilisation de personnels complémentaires	UGP	Q1 - 2013	instance	

### 2.2.3 Impact potentiel

L'impact visé par le PAAPSSP est que la performance du secteur de l'élevage au Niger soit améliorée et qu'elle contribue à la réduction de la pauvreté rurale.

L'outcome visé par le PAAPSSP est qu'une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre au niveau des régions de Dosso, Maradi et Tahoua.

La traduction opérationnelle de l'approche Programme en lien avec les obligations de la CTB relative à la "reddition des comptes" demeure difficile à mettre en pratique au vu des dynamiques institutionnelles en place et autres comportements non favorables de la part des agents relevant des structures partenaires.

En effet, la synergie entre les différents types d'acteurs que sont ; les élus, les STD, les Opel et les privés est difficile à mettre en œuvre. En effet dans certains domaines les acteurs se voient plus comme des « concurrents potentiels » que des alliés dont les activités sont complémentaires en termes d'amélioration des services dans le sous-secteur de l'élevage.

A la fin de l'année 2012, il est encore difficile d'évaluer l'impact réel du PAAPSSP sur la réduction de la pauvreté rurale et tout particulièrement des populations pastorales. La réalisation des premiers ouvrages (puits et couloirs de passage) et le renforcement des capacités des services vétérinaires (privés et publics) commencent néanmoins à poser des actes concrets vers l'atteinte de l'impact souhaité.

### 2.2.4 Critères de qualité

<b>1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.</b>	
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>	
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel du projet ?</b>	
<input type="checkbox"/>	<b>A</b> Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b> S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b> Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b> Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>	
<input type="checkbox"/>	<b>A</b> Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b> Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b> Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'un projet et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b> La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que le projet puisse espérer aboutir.

<b>2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe (appréciation de l'ensemble de l'intervention)</b>		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>		
<input type="checkbox"/>	<b>A</b>	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b>	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
<b>2.2 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement gérés ?</b>		
<input type="checkbox"/>	<b>A</b>	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
<input type="checkbox"/>	<b>B</b>	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>C</b>	Certains outputs ne s(ont) pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

<b>3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N</b>		
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>		
<b>3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?</b>		
<input type="checkbox"/>	<b>A</b>	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
<input type="checkbox"/>	<b>B</b>	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>C</b>	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	Le projet n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
<b>3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés sur la base des résultats atteints dans l'optique de réaliser l'outcome (objectif spécifique) ?</b>		
<input type="checkbox"/>	<b>A</b>	Le projet réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b>	Le projet réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	Le projet n'est pas totalement parvenu à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir au projet la réalisation de son outcome.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	Le projet n'est pas parvenu à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.



**4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C; Au moins un 'D' = D*

**4.1 Durabilité financière/économique ?**

<input type="checkbox"/>	<b>A</b>	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b>	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

**4.2 Quel est le degré d'appropriation du projet par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?**

<input type="checkbox"/>	<b>A</b>	La SMCL et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliquées à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b>	La mise en œuvre se base en grande partie sur la SMCL et d'autres structures locales pertinentes, impliquées elles aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	Le projet recourt principalement à des arrangements ponctuels et à la SMCL et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	Le projet dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

**4.3 Quel est le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre le projet et le niveau politique ?**

<input type="checkbox"/>	<b>A</b>	Le projet bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b>	Le projet a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	La durabilité du projet est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec le projet. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité du projet.

**4.4 Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à la capacité institutionnelle et de gestion ?**

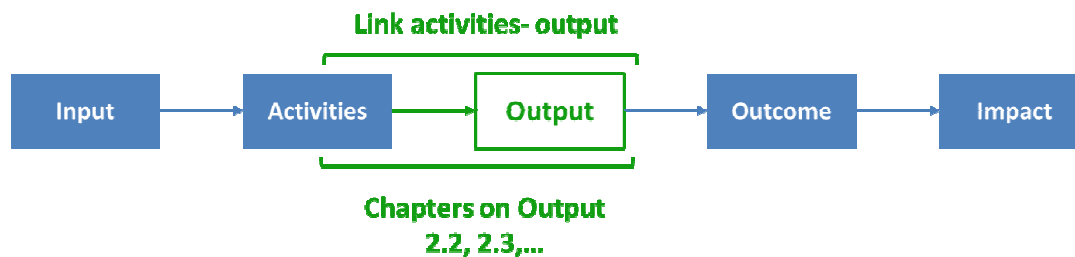
<input type="checkbox"/>	<b>A</b>	Le projet est intégré aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b>	La gestion du projet est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	Le projet repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	Le projet repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

Attribuer une note finale à chaque critère. Si une note C ou D a été attribuée à un critère de monitoring, des mesures doivent être proposées dans le Plan d'action (4.1).

Critères	Note
Pertinence	B
Efficacité	C
Durabilité	B
Efficiency	C

## 2.3 Output 1

Évaluation de la probabilité de l'atteinte de l'output 1 et la dynamique entourant l'évolution de cet output.



### 2.3.1 Analyse des progrès réalisés

<b>Output 1</b> : Les capacités de planification, de suivi, de coordination et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du PS1 de l'initiative 3N dans les trois régions concernées							
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale 2014	Commentaires
D'ici Aout 2014, 48 documents de planification, de suivi, de coordination des activités relatives au PS1 de l'initiative 3N sont élaborés sous le leadership des DRE au niveau des 3 régions	0	3	8	14	12	48	A la date du rapportage, 52% de la valeur cible est réalisé.
État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>1</sup>	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)		
	A	B	C	D			
A.1.1 Un diagnostic et une planification du PS1 en lien avec l'Initiative 3N sont élaborés par les acteurs régionaux à l'échelle communale, départementale et régionale			x				
A.1.2 Les compétences en matière de planification coordination et Suivi du Programme Stratégique 1 (PS1) de l'Initiative 3N sont disponibles dans la zone d'intervention du PAAPSSP.					x		Les UGR n'ont pas été à mesure de mettre en œuvre le plan de formation élaboré en juin 2011.

<sup>1</sup>

- A : Les activités sont en avance
- B : Les activités sont dans les délais
- C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
- D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

					En 2013, l'UGP doit veiller à préparer et mettre en œuvre des formations
A .1.3 Une stratégie d'implication des acteurs régionaux dans le suivi évaluation de la mise en œuvre du PS1 en lien avec l'Initiative 3N au niveau régional et national est élaborée et exécutée.					x
<b>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output :</b>					
Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La mise à disposition des partenaires les matériels et équipements (véhicules, motos et outils informatiques) renforce leurs capacités d'intervention vers les groupes cibles.</li> <li>• La sensibilisation des acteurs locaux sur la place de l'élevage dans l'économie communale à travers l'AE avec l'AMN améliore sa prise en compte et facilite les prises de décisions.</li> <li>• Le diagnostic du financement du secteur de l'élevage dans 35% des communes facilite sa prise en charge par les collectivités territoriales.</li> <li>• Les formations des partenaires en passation des marchés, géo référencement, gestion comptable et financière, SO, renforcent leurs capacités dans la gestion des programmes et interventions <i>dans le sous- secteur de l'élevage.</i></li> </ul>				
Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :	A la date du rapportage, 25 documents de planification, de suivi, de coordination des activités relatives au PS1 de l'initiative 3N sont élaborés sous le leadership des DRE au niveau des 3 régions soit une progression de 52% par rapport à la valeur cible en fin programme.				
Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :	Le passage de la SDR à l'I3N n'est pas encore totalement opérationnel.				
Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :	Construction d'un bâtiment à Dosso et la réhabilitation du siège du PAAPSSP à Niamey, vont permettre aux STD de travailler dans de meilleures conditions.				

### 2.3.2 Exécution budgétaire (au 31 décembre 2012)

L'exécution budgétaire est de 238 340 946 FCFA sur les 450 435 117 disponibles soit 53%

### 2.3.3 Critères de qualité

Attribuer, sur la base des éléments susmentionnés, une note A, B, C ou D aux critères suivants :

- **Efficience** : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en outputs de façon économe.
- **Efficacité** : le degré dans lequel l'output a été réalisé, tel que prévu à la fin de l'année N.
- **Durabilité** : le degré de probabilité de préserver et/ou de reproduire les outputs de l'intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Critères	Note
<b>Efficience</b>	<b>B</b>
<b>Efficacité</b>	<b>B</b>
<b>Durabilité</b>	<b>B</b>



## 2.4 Output 2

### 2.4.1 Analyse des progrès réalisés

<b>Output 2 : L'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé.</b>							
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur Baseline</b>	<b>Progrès année 2010</b>	<b>Progrès année 2011</b>	<b>Progrès année 2012</b>	<b>Cible année 2012</b>	<b>Cible finale 2014</b>	<b>Commentaires</b>
D'ici Aout 2014, au moins 60% des 134 communes des zones d'intervention sont dotées de schéma d'Aménagement Pastoral (SAP)	0	0	0	0	60%	60%	A la date du rapportage, 3 AE géo-référencement sont exécutés dans les 3 régions d'intervention
D'ici Aout 2014, 80% du budget prévu pour les aménagements et la sécurisation des systèmes pastoraux est exécuté	0	0	0	17%	25%	70%	Une attention particulière de l'UGP sur les délais des MP (attribution et exécution)
D'ici Aout 2014 ; 2000 km* des couloirs de passage, enclaves pastorales et aires de pâturage dont le consensus social est établi sont balisés par le PAAPSSP	0	0	0	55	400	2000	348 km de balisage sont encours de réalisation dans le département de Mayahi – Maradi
D'ici Aout 2014, 3500 km des bandes pare feux sont réalisés par le PAAPSSP	0	0	824	576,5	900	3500	1410,5 km de bandes pare feux sont réalisés à la date du rapportage
D'ici Aout 2014 ; au moins 90 aménagements hydrauliques priorités lors des ateliers régionaux et confirmés par les études de faisabilité technique et sociale sont réalisés.	0	0	0	4	6	90	2 puits pastoraux sont en cours de réalisation et les études de faisabilité techniques et sociale des ouvrages à réaliser /réhabiliter sont faites.
<b>État d'avancement des principales activités</b>	<b>État d'avancement :</b>				<b>Commentaires</b> (uniquement si C ou D comme valeur)		
	A	B	C	D			
A.2.1 Des organisations d'éleveuses et d'éleveurs sont intégrées et renforcées dans la mise en œuvre du Programme 12.		x					
A.2.2 Des aménagements pastoraux sont réalisés à partir d'initiatives locales.		x					

A.2.3 Les structures du Code Rural sont renforcées en vue d'assurer la sécurisation de l'accès aux ressources pastorales.			x		La collaboration avec les structures du Code Rural accuse un certain retard notamment lié aux dynamiques institutionnelles. Des mesures sont entrain d'être prises et devraient aboutir à des AE avec des ONG.
<b>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output :</b>					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La capacité des CRA est renforcée à travers l'appui en matériel informatique et moto ainsi que le recrutement de 3 animateurs et une comptable (Dosso). Ceci permet de renforcer le fonctionnement des CRA dans les 3 régions,</li> <li>• La démarche élaborée par le Programme a permis de sélectionner les principales Opels représentatives des éleveurs</li> <li>• 3 AE géo référencement sont exécutés dans les régions de Dosso, Maradi et Tahoua, ont permis d'atteindre quel résultat ?</li> <li>• Les études de faisabilités techniques et sociales permettent de sélectionner des sites prioritaires favorables à aménager</li> <li>• Les AE Pare feu de la campagne 2012 ont été clôturés avec un taux d'exécution de plus de 90%, pour quels résultats ?</li> <li>• Le Balisage (sur 55km) et des accords sociaux ont permis le bornage de 348 km de 3 couloirs de passage à Mayahi (région de Maradi)</li> </ul>				
Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs):	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 374 sites sont géo référencés dans 73 communes réparties dans 17 départements des régions de Dosso, Maradi et Tahoua,</li> <li>• 32 ouvrages hydrauliques à réhabiliter sur les 49 priorités (65%) sont déclarés faisables à l'issue des études de faisabilités techniques et sociales et de l'arbitrage de l'UGP.</li> <li>• 512 km des bandes pare feu sont réalisés au titre de la campagne 2011- 2012</li> <li>• 55 Km de bornage réalisés et 348 sont en cours dans le département de Mayahi – région de Maradi</li> <li>• 4 puits pastoraux réalisés et 2 sont en cours dans le département de Mayahi – région de Maradi.</li> </ul>				
Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :	Insuffisance des RH au niveau des UGR pour suivre et accompagner les activités sur le terrain.				
Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :	RAS à ce jour.....				

### 2.4.2 Exécution budgétaire (au 31 décembre 2012)

L'exécution budgétaire du R2 est de 615 621 764 FCFA sur les 3 655 766 433 disponibles soit 17 %.

### 2.4.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficience	B
Efficacité	C
Durabilité	B

## 2.5 Output 3<sup>2</sup>

### 2.5.1 Analyse des progrès réalisés

Output 3 : Les productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées							
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année 2010	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale 2014	Commentaires
D'ici Août 2014, la couverture vaccinale à augmenté de 15%	60,19%PPC B  37,45 PPR  0% Pasto-cameline	60,19%PP CB  37,45 PPR  0% Pasto-cameline	38,16% PPCB  9,44 PPR  0% Pasto-camelin	60,19%PP CB  37,45 PPR  0% Pasto-cameline	75,19% PPCB  52,45% PPR  15% Pasto-cameline	+ 15% en PPCB,  PPR et Pasto-cameli ne	Le faible taux de vaccination en 2011 s'explique par la survenue du cout d'état qui a aussi mit fin prématurément à la campagne de vaccination.
D'ici Aout 2014, 3 nouveaux SVPP sont installés par le PAAPSSP	0	0	0	1	3	3	1 SVPP est installé et le processus d'installation des 2 autres est en cours
D'ici Aout 2014, 100 d'auxiliaires d'élevage sont recrutés et formés par le PAAPSSP	0	0	0	43		100	Les 43 auxiliaires d'élevage recrutés sont en formation et une soixantaine sont identifiés pour les 2 autres SVPP
D'ici Aout 2014, 11 SVPP sont soutenues dans les régions de Dosso, Maradi et Tahoua.	0	0	8	9	11	11	Les 9 SVPP sont appuyés par le PAAPSSP dans le cadre de la campagne de vaccination
État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D )		
	A	B	C	D			
A.3.1 Le dispositif de santé animale est renforcé.		x					
A 3.2 Des filières porteuses sont identifiées et valorisées					x		Une seule filière (VDN) bénéficie d'appui du PAAPSSP. Un plan d'action sur la filière lait est élaboré mais le cadre de partenariat n'a pas abouti

<sup>2</sup> Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

A.3.3 Des reproducteurs à haute valeur génétique sont diffusés en milieu rural		x			
<b>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output :</b>					
Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :	<p>L'exécution conjointe (privée-public-Opels) des campagnes de vaccination contribue à renforcer le dispositif de sécurisation sanitaire du cheptel.</p> <p>L'appui à la VDN contribue à la diversification de mode de valorisation du cheptel. Le non aboutissement de la mise en œuvre des appuis à la filière lait reste dommageable pour l'atteinte des résultats du PAAPSSP.</p>				
Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :	<p>L'appui du Programme à la campagne de vaccination a permis d'atteindre un taux de couverture de 81,53% et 76,91% respectivement en PPCB et PPR contre 49,18% et 23,45% (moyenne des 2 dernières années) dans les trois régions</p> <p>Les 3 nouveaux SVPP et leurs 105 auxiliaires sont sélectionnés et le processus de formation en vue de l'amélioration des services et couverture géographique en santé animale.</p> <p>Une (1) unité centrale et les sites d'installation de 12 unités de production de la Viande déshydratée du Niger (VDN), ainsi que 12 opérateurs de transformation sont identifiés dans les régions de Dosso, Maradi et Tahoua ont permis d'améliorer la conservation et la valorisation des produits animaux.</p>				
Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :	RAS à ce jour				
Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :	RAS à ce jour				

### 2.5.2 Exécution budgétaire (au 31 décembre 2012)

L'exécution budgétaire du R3 est de 462 731 789 FCFA sur les 1 467 179 022 disponibles soit 32 %

### 2.5.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficiences	B
Efficacité	B
Durabilité	B

## **3 Thèmes transversaux**

### **3.1 Genre**

Une stratégie genre est en cours de validation. La stratégie présente quatre points d'accès pour le genre dans le programme. Suite à la validation, des enrichissements et liens avec les autres programmes de la CTB Niger seront recherchés / mise en place.

Dans le cadre de l'AE avec le GRAP3A, la thématique genre est prise en compte dans la collecte des données par les étudiants. Un document sur les conditions de vie de la femme dans le milieu pastoral sera basé sur ses données afin de mieux comprendre et par conséquent mieux impliquer les femmes dans les activités du programme.

### **3.2 Environnement**

L'étude environnementale stratégique est attribuée et les résultats sont attendus en Q1 2013.

### **3.3 Autre**

RAS.

## 4 Pilotage et apprentissage

### 4.1 Plan d'action

Plan d'action	Source	Acteur	Date limite
Renforcement RH des UGR et de l'UGP	R2	SMCL	Q1 2013
Révision budgétaire / recentrage des activités	R1, 2 et 3	UGP / SMCL	Q1 2013

### 4.2 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
La mise en œuvre d'un programme comme le PAAPSSP nécessite des délais, des dispositifs et des outils adaptés.	CTB (RR et HQ)

## 5 Annexes

### 5.1 Cadre logique d'origine

Titre du Projet: PAAPSSP : Programme d'appui à la mise en œuvre du Programme 12 de la SDR dans les régions de Maradi, Tahoua et Dosso			
OBJECTIF GLOBAL	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES & HYPOTHESES
La performance du secteur de l'élevage au Niger est améliorée et contribue à la réduction de la pauvreté rurale	<p>I) Réduction de la vulnérabilité des ménages de pasteurs et d'agro-pasteurs, indice de pauvreté, genre spécifique</p> <p>II) Amélioration des revenus des éleveurs et éleveuses par réduction des pertes d'animaux et amélioration de la productivité des troupeaux</p> <p>III) Contribution des productions animales au PIB agricole</p> <p>IV) Niveau de régénération des aires de pâturages</p>	<p>Système de suivi régional de la SDR et de la SRP</p> <p>Enquête initiale et de contrôle de situation de l'économie des éleveurs par type de système</p> <p>Rapports techniques de suivi et d'évaluation</p>	
OBJECTIF SPECIFIQUE DU PROGRAMME	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES & HYPOTHESES
Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre dans les régions de Dosso, Tahoua et Maradi	<p>V) Proportion des surfaces pastorales aménagées et sécurisées à l'échelle de la région par rapport à la situation initiale</p> <p>VI) Grâce aux accords sociaux les conflits sont moins nombreux dans les espaces où les ressources pastorales sont critiques</p> <p>VII) Rendement et volumes des principales productions animales</p>	<p>Rapports de suivi interne de l'organisation</p> <p>Documents PDC, PAR et PAD</p> <p>Rapports de suivi et d'évaluation de l'intervention</p> <p>Etude des changements dans les relations sociales</p>	<p>Instabilité politique</p> <p>Volonté de changement d'attitude et de comportement</p> <p>Conditions climatiques extrêmes</p> <p>Mise en place et fonctionnement des instances exécutives de la SDR au niveau Régional</p> <p>Mise en place et intégration des nouvelles assemblées décentralisées département et région</p>
RESULTATS	INDICATEURS		MOYENS DE VERIFICATION
R1. Les capacités de coordination, de suivi et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du programme 12 dans les trois régions considérées.	<p>1) Une stratégie de mise en œuvre du programme 12 est élaborée par les acteurs en fin d'année 1 intégrant PDC, PAD, PAR.et intégrant les aspects genre et environnement</p> <p>2) Un plan d'action annuel mis en œuvre et évalué chaque année comme composante du PAR.</p> <p>3) Part des budgets des collectivités locales consacrés aux actions de sécurisation de l'élevage.</p> <p>4) Evolution du % de représentants des pasteurs et des éleveurs par genre dans les instances de planification de la SDR, et des collectivités décentralisées.</p>		<p>Rapports du programme et document de stratégie PAR</p> <p>Document annuel de suivi évaluation mise en œuvre programme 12 par Région</p>
R2. Le développement local, et la sécurisation de l'accès aux ressources naturelles des systèmes pastoraux (OS1)	<p>5) % de communes dotées d'un dossier communal intégrant les ressources et infrastructures pastorales sécurisées et à sécuriser (cartographie, plans d'aménagement et de gestion des ressources pastorales).</p> <p>6) Superficie des aires de pâturages aménagées et nombre de points d'eau pastoraux aménagés.</p> <p>7) Kilomètres de couloirs de passage sécurisés et enregistrés.</p> <p>8) Budget investi par OP d'éleveurs appui à la formation, information et défense des droits des membres.</p> <p>9) 100% des COFOCOM fonctionnelles dans les zones d'interventions retenues pour cet objectif spécifique.</p>		<p>Dossiers communaux,</p> <p>SAF et dossier communal SAF et dossier communal</p> <p>Rapport des OP et CRA</p> <p>Rapport SPR-CR</p>
R3. L'amélioration et la valorisation des productions des systèmes pastoraux (OS2)	<p>10) Augmentation de la couverture des régions en SVPP et de la couverture vaccinale.</p> <p>11) Nombre d'expériences novatrices et adaptées de valorisation des produits animaux réalisée et évaluée par Région, genre spécifique</p> <p>12) Des plans de gestion et de développement des centres de Fako, Toukounous, Ibécétène et Maradi réalisés</p> <p>13) Un réseau d'éleveurs spécialisés en relation avec les centres de sélection et promoteurs des races locales</p> <p>14) est mis en place.</p>		<p>Document de stratégie</p> <p>Rapport des DREIA</p> <p>Rapport de capitalisation</p> <p>Rapport d'évaluation expériences</p> <p>Plan de gestion des centres</p> <p>Document de politique</p> <p>Liste des membres du réseau</p>

## 5.2 Cadre logique mis à jour

Titre du Projet: Programme d'appui à la mise en œuvre du Programme 12 de la SDR dans les régions de Maradi, Tahoua et Dosso				
OBJECTIF GLOBAL	IMPACT	MOYENS DE VERIFICATION	SOURCE DE VERIFICATION	RISQUES & HYPOTHESES
Améliorer la performance du secteur de l'élevage au Niger et contribuer à la réduction de la pauvreté rurale	La performance du secteur de l'élevage au Niger est améliorée et contribue à la réduction de la pauvreté rurale	Taux de réduction de la vulnérabilité des ménages ruraux (Le PAAPSSP s'alignera sur l'indicateur d'impact de la performance du secteur de l'élevage retenu dans le cadre de l'Initiative 3N)	Rapports de suivi régional de l'Initiative 3N.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Instabilité politique</li> <li>• Conditions climatiques extrêmes</li> </ul>
OBJECTIF SPECIFIQUE	EFFETS	MOYENS DE VERIFICATION	SOURCE DE VERIFICATION	RISQUES & HYPOTHESES
Définir et mettre en œuvre une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux au niveau des régions de Dosso, Tahoua et Maradi	Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre au niveau des régions de Dosso, Maradi et Tahoua.	<p>D'ici Aout 2014, le budget investi sur fonds propre des communes dans les aménagements pastoraux et sécurisation des systèmes pastoraux a augmenté de 10% dans au moins 20 % des communes d'intervention</p> <p>D'ici Aout 2014, 80% des besoins en aménagement pastoraux priorités et validés sont réalisés dans les 3 régions l'objet d'un processus de consensus social</p>	<p>Rapports d'ateliers sur l'analyse des budgets des CU,</p> <p>Rapports d'enquêtes. Rapports des SPR/CR.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place et fonctionnement des instances exécutives de l'Initiative 3N au niveau régional et de la décentralisation</li> <li>• Dégradation de la situation sécuritaire dans les zones d'intervention du Programme,</li> <li>• Faibles capacité en ressources humaines des DREIA,</li> </ul>
RÉSULTAT 1		INDICATEURS	SOURCE DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES ET RISQUES
Les capacités de planification, de suivi, de coordination et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du Programme 12 dans les trois régions concernées.		D'ici Aout 2014, 48 documents de planification, de suivi, de coordination des activités relatives au PS1 de l'initiative 3N sont élaborés sous le leadership des DR EIA au niveau des 3 régions	Copie des documents Rapports des DRE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disponibilité et faiblesse de leadership des DRE,</li> <li>• Existence d'un cadre de concertation fonctionnel au niveau de chaque région,</li> </ul>
RESULTAT 2		INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	HYPOTHÈSES ET RISQUES
L'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé.		<p>D'ici Aout 2014, au moins 60% des 134 communes des zones d'intervention sont dotées de schéma d'Aménagement Pastoral (SAP)</p> <p>D'ici Aout 2014, 70% du budget prévu pour les aménagements et</p>	<p>Rapports d'activités ; PV de réceptions des SAP/PAP</p> <p>Rapports de suivi financier du</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Remise en cause (légitimité) des informations fournies par le SAP.</li> <li>• Incapacité des entreprises à exécuter les travaux dans les délais contractuels;</li> <li>• Faible capacité des structures du Code Rural à exécuter pleinement leur mandat</li> </ul>



	sécurisation des systèmes pastoraux est exécuté	PAAPSSP.	
	D'ici Aout 2014 ; 2000 km* des couloirs de passage, enclaves pastorales et aires de pâturage dont le consensus social est établi sont balisés par le PAAPSSP	Rapport de suivi Rapport de l'atelier bilan	
	D'ici Aout 2014 ; au moins 90 aménagements hydrauliques priorités lors des ateliers régionaux et confirmés par les études de faisabilité technique et sociale sont réalisés	Rapport de suivi Rapport de l'atelier bilan	
	D'ici Aout 2014 ; au moins 90 aménagements hydrauliques priorités lors des ateliers régionaux et confirmés par les études de faisabilité technique et sociale sont réalisés	PV de réceptions des ouvrages	
<b>RÉSULTAT 3</b>	<b>INDICATEURS</b>	<b>SOURCE DE VÉRIFICATION</b>	<b>HYPOTHÈSES ET RISQUES</b>
Les productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées	Augmentation de 15% la couverture vaccinale avant la fin du Programme	Rapport campagne de vaccination des DRE.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changement de politique / stratégie en santé animale,</li> <li>• Faible synergie STD /SVPP dans certains départements.</li> </ul>
	D'ici Aout 2014, 3 nouveaux SVPP sont installés par le PAAPSSP	PV de sélection SVPP PV d'installation SVPP Rapports des DRE	
	D'ici Aout 2014, 100 d'auxiliaires d'élevage sont recrutés et formés par le PAAPSSP	Rapports de formations des auxiliaires d'élevage Rapports des DRE	
	D'ici Aout 2014, 12 SVPP sont soutenues dans les régions de Dosso, Maradi et Tahoua.	Copie des contrats SVPP, Rapports DRE,	

### 5.3 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui
Rapport de <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Non
Planning de l'EMP	Réalisée en octobre 2012
Planning de l'évaluation finale	Reste à déterminer
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Pas de backstopping spécifique en 2012, mais a bénéficié de plusieurs missions BS sectoriels de la CTB Siège en 2012.

## 5.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

### Budget vs Actuals (Year to Date) of NER0802611

Project Title : **Appui à l'aménagement pastoral et à la sécurisation des systèmes pastoraux**

Budget Version: **D03**

Currency : **EUR**

YTD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start - 2012	Expenses 2013	Total	Balance	% Exec
<b>A LES CAPACITÉS DE PLANIFICATION, DE SUIVI, DE COORDINATION</b>			686.684,00	363.348,45	0,00	363.348,45	323.335,55	53%
<b>01 Un diagnostic et une planification du prog 12 sont</b>			420.474,00	316.296,06	0,00	316.296,06	104.177,94	75%
01 Organisation de la démarche de planification communale et		COGES	28.565,00	14.790,60	0,00	14.790,60	13.774,40	52%
02 Formation pour le renforcement des capacités de pilotage et		COGES	20.424,00	20.017,90	0,00	20.017,90	406,10	98%
03 Organisation d'ateliers locaux et régional élaboration du		COGES	58.485,00	14.702,68	0,00	14.702,68	43.782,32	25%
04 Renforcement des capacités de partenariat des DREIA pour		COGES	13.800,00	6.806,33	0,00	6.806,33	6.993,67	49%
05 Equipement et fonctionnement nécessaire à l'animation et		COGES	270.388,00	241.449,13	0,00	241.449,13	28.938,87	89%
06 Prise en charge Directeurs Régionaux Elevage		COGES	28.812,00	18.529,42	0,00	18.529,42	10.282,58	64%
<b>02 L'évaluation-planification annuelle du P12 est réalisée par</b>			183.770,00	33.787,60	0,00	33.787,60	149.982,40	18%
01 Organiser des ateliers communaux et régionaux d'évaluation		COGES	94.105,00	9.124,97	0,00	9.124,97	84.980,03	10%
02 Participation et soutien au comité de pilotage de la SDR		COGES	16.500,00	0,00	0,00	0,00	16.500,00	0%
03 Organisation de séances d'information et de concertation au		COGES	4.560,00	0,00	0,00	0,00	4.560,00	0%
04 Structure Mixte de Concertation Locale (SMCL)		COGES	18.294,00	4.605,31	0,00	4.605,31	13.688,69	25%
05 Suivi / Evaluation		COGES	50.311,00	20.057,32	0,00	20.057,32	30.253,68	40%
<b>03 Les acteurs régionaux sont impliqués dans le suivi</b>			82.440,00	13.264,79	0,00	13.264,79	69.175,21	16%
01 Réalisation d'une enquête initiale et de contrôle de		COGES	22.200,00	0,00	0,00	0,00	22.200,00	0%
02 Capitalisation et valorisation des acquis		COGES	18.000,00	10.657,71	0,00	10.657,71	7.342,29	59%
03 Suivi coordination inter régionale de la DEP		COGES	24.000,00	2.607,08	0,00	2.607,08	21.392,92	11%
04 Organisation atelier thématique de capitalisation		COGES	18.240,00	0,00	0,00	0,00	18.240,00	0%

<b>B L'ACCES AUX RESSOURCES NATURELLES EST SECURISE ET LE</b>		5 573 180,00	936 571,62	0,00	936 571,62	4 634 608,38	17%
<b>01 Intégration et renforcement des organisations d'éleveurs</b>		540 540,00	55 172,91	0,00	55 172,91	485 367,09	10%
01 Organisation d'atelier annuels et mise sur pieds d'une	COGES	9 120,00	7 679,62	0,00	7 679,62	1 440,38	84%
02 Renforcement soutien aux CRA mise au service des Opel	COGES	99 240,00	34 292,32	0,00	34 292,32	64 947,68	35%
03 Mise en place dispositif de gestion du fonds d'initiatives des	COGES	7 200,00	0,00	0,00	0,00	7 200,00	0%
04 Préqualification des Opel éligibles au fonds d'initiatives	COGES	4 500,00	1 893,04	0,00	1 893,04	2 606,96	42%
05 Appui au montage de projet d'initiatives	COGES	22 800,00	0,00	0,00	0,00	22 800,00	0%
06 Organisation des sessions du comité d'octroi + financement	COGES	379 680,00	11 307,93	0,00	11 307,93	368 372,07	3%
07 Organisation des comités d'évaluation des initiatives	COGES	18 000,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	0%
<b>02 Appui aux initiatives locales aménagement et gestion</b>		3 360 980,00	560 075,61	0,00	560 075,61	2 800 904,39	17%
01 Appui planification aménag pastoral communal	COGES	129 420,00	104 929,45	0,00	104 929,45	24 490,55	81%
02 Evaluation des expériences d'aménagement et gestion aires	COGES	15 080,00	15 148,10	0,00	15 148,10	-88,10	101%
03 Etudes de faisabilité pour l'aménagement des sites	COGES	72 000,00	16 218,40	0,00	16 218,40	55 781,60	23%
04 Mise sur pieds système décision gestion fonds	COGES	26 500,00	0,00	0,00	0,00	26 500,00	0%
05 Financement et mise en œuvre aménagements pastoraux	COGES	3 091 000,00	423 779,66	0,00	423 779,66	2 667 220,34	14%
06 Organisation système de suivi et gestion aménagements	COGES	27 000,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00	0%
<b>03 Sécurisation foncière de l'accès aux ressources</b>		1 671 660,00	323 323,10	0,00	323 323,10	1 348 336,90	19%
01 Identification des espaces intercommunaux stratégiques à	COGES	0,00	60,98	0,00	60,98	-60,98	7%
02 Renforcement du réseau des structures du Code Rural	COGES	258 000,00	101 141,11	0,00	101 141,11	156 858,89	39%
03 Appui logistique et méthodologique prép plans	COGES	3 500,00	686,02	0,00	686,02	2 813,98	20%
04 Facilitation du processus d'accords sociaux délimitation	COGES	27 000,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00	0%
05 Appui à la maîtrise d'ouvrage des travaux de balisage	COGES	999 860,00	65 184,48	0,00	65 184,48	934 675,52	7%
06 Enregistrement et versement au dossier rural	COGES	15 300,00	0,00	0,00	0,00	15 300,00	0%
07 Contribution au SAF Régional pour intégration espaces	COGES	56 000,00	27 474,29	0,00	27 474,29	28 525,71	49%
08 Suivi contrôle de mise en valeur des espaces et des	COGES	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0%
09 Audit et équipement complémentaire des COFODEP	COGES	300 000,00	128 776,22	0,00	128 776,22	171 223,78	43%
<b>C LES PRODUCTIONS DES SYSTEMES PASTORAUX SONT AMELIOREES</b>		2 236 700,00	705 431,14	0,00	705 431,14	1 531 268,86	32%
<b>01 La santé animale est améliorée</b>		1 181 064,00	544 843,03	0,00	544 843,03	636 220,97	46%
01 Organisation d'ateliers de capitalisation et d'échanges	COGES	4 500,00	4 805,69	0,00	4 805,69	-305,69	107%
02 Soutien aux services publics exercice fonctions	COGES	15 660,00	9 950,37	0,00	9 950,37	5 709,63	64%
03 Sélection et contractualisation avec un opérateur privé	COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
04 Soutien et suivi des SVPP existants	COGES	152 500,00	65 348,33	0,00	65 348,33	87 151,67	43%
05 Appui à l'installation de nouveaux SVPP Maradi 2, Douthi 1	COGES	270 000,00	17 529,85	0,00	17 529,85	252 470,15	6%
06 Soutien à l'investissement communal	COGES	138 000,00	32 348,16	0,00	32 348,16	105 651,84	23%
07 Appui aux services publics là où pas de SVPP	COGES	546 904,00	368 004,87	0,00	368 004,87	178 899,13	67%
08 Réhabilitation Direction Régionale Elevage de Dosso	COGES	53 500,00	46 855,76	0,00	46 855,76	6 644,24	88%
<b>02 Les productions animales sont valorisées</b>		806 440,00	92 210,47	0,00	92 210,47	714 229,53	11%
01 Organiser une réflexion capitalisation exp et définir stratégie	COGES	27 000,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00	0%
02 Recensement des financements et initiatives dans le	COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
03 Appui conseil aux structures de gestion existantes	COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
04 Organisation de voyages d'échanges d'expériences	COGES	69 300,00	1 295,80	0,00	1 295,80	68 004,20	2%
05 Faisabilité des initiatives recherche action	COGES	4 140,00	0,00	0,00	0,00	4 140,00	0%
06 Financement et suivi de la mise en œuvre d'initiatives	COGES	706 000,00	90 914,67	0,00	90 914,67	615 085,33	13%
<b>03 Le potentiel génétique des races est préservé et amélioré</b>		249 196,00	68 377,64	0,00	68 377,64	180 818,36	27%
01 financement d'activités prioritaires de soutien acquis prog	COGES	76 000,00	14 050,19	0,00	14 050,19	61 949,81	18%
02 Appui à l'élaboration de plans d'affaire Toukounous, Fako,	COGES	18 000,00	2 983,39	0,00	2 983,39	15 016,61	17%
03 Elargissement soutien réseau éleveurs Azaouak	COGES	31 196,00	7 885,20	0,00	7 885,20	23 310,80	25%
04 Mise en œuvre pilote stratégie de gestion concertée Fako	COGES	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0%
05 Identification et appui conseil aux petits éleveurs engagés	COGES	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0%
06 Soutien technique et suivi des troupeaux de promoteurs de	COGES	50 000,00	14 343,77	0,00	14 343,77	35 656,23	29%
07 Renforcement personnel et équipement centres CMB	COGES	46 000,00	29 115,09	0,00	29 115,09	16 884,91	63%

<b>Z MOYENS GÉNÉRAUX</b>		2.503.436,00	1.363.144,56	0,00	1.363.144,56	1.140.291,44	54%
<b>01 Frais de personnel</b>		1.802.100,00	994.342,05	0,00	994.342,05	807.757,95	55%
01 Assistant technique international	REGIE	1.200.000,00	717.214,84	0,00	717.214,84	482.785,16	60%
02 assistant technique national(3)	REGIE	284.390,00	118.376,70	0,00	118.376,70	166.013,30	42%
03 Comptable coordination	REGIE	57.600,00	38.663,65	0,00	38.663,65	18.936,35	67%
04 Expertise ponctuelle non définie nat et internat.	REGIE	68.500,00	28.584,21	0,00	28.584,21	39.915,79	42%
05 Responsable National	COGES	50.140,00	25.075,27	0,00	25.075,27	25.064,73	50%
06 Secrétaire	REGIE	30.810,00	9.914,46	0,00	9.914,46	20.895,54	32%
07 Chauffeurs (5)	COGES	94.660,00	49.635,21	0,00	49.635,21	45.024,79	52%
08 Formation	REGIE	16.000,00	6.877,71	0,00	6.877,71	9.122,29	43%
<b>02 Investissements</b>		217.500,00	206.553,74	0,00	206.553,74	10.946,26	95%
01 Véhicules Directions Régionales	REGIE	180.000,00	170.086,87	0,00	170.086,87	9.913,13	94%
02 Equipement bureau	REGIE	20.000,00	17.698,39	0,00	17.698,39	2.301,61	88%
03 Equipement informatique	REGIE	17.500,00	18.768,48	0,00	18.768,48	-1.268,48	107%
<b>03 Frais de fonctionnement</b>		366.836,00	154.201,92	0,00	154.201,92	212.634,08	42%
01 Frais de fonctionnement des véhicules (6)	COGES	256.740,00	97.510,07	0,00	97.510,07	159.229,93	38%
02 Fournitures de bureau	REGIE	15.000,00	7.678,98	0,00	7.678,98	7.321,02	51%
03 Missions	REGIE	30.000,00	14.336,20	0,00	14.336,20	15.663,80	48%
04 Autres frais de fonctionnement	REGIE	6.500,00	-656,83	0,00	-656,83	7.156,83	-10%
05 Téléphone et Internet	COGES	35.596,00	10.451,34	0,00	10.451,34	25.144,66	29%
06 Autres frais de fonctionnement	COGES	23.000,00	24.882,16	0,00	24.882,16	-1.882,16	108%
<b>04 Audit et Suivi et Evaluation</b>		117.000,00	8.046,81	0,00	8.046,81	108.953,19	7%
01 Frais de suivi et évaluation	REGIE	60.000,00	8.046,81	0,00	8.046,81	51.953,19	13%
02 Audit	REGIE	32.000,00	0,00	0,00	0,00	32.000,00	0%
03 Backstopping interne CTB	REGIE	25.000,00	0,00	0,00	0,00	25.000,00	0%
<b>99 Conversion rate adjustment</b>		0,00	0,04	0,00	0,04	-0,04	7%
98 Conversion rate adjustment	REGIE	0,00	0,04	0,00	0,04	-0,04	7%
99 Conversion rate adjustment	COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
	REGIE	2.043.300,00	1.155.590,51	0,00	1.155.590,51	887.709,49	57%
	COGEST	8.956.700,00	2.214.905,26	0,00	2.214.905,26	6.741.794,74	25%
	<b>TOTAL</b>	<b>11.000.000,00</b>	<b>3.370.495,77</b>	<b>0,00</b>	<b>3.370.495,77</b>	<b>7.629.504,23</b>	<b>31%</b>



Budget vs Actuals (Year to Date) of NER0802811 Printed on donderdag 07 februari 2013

page: ?

## 5.5 Ressources

*Dans la présente annexe optionnelle, les interventions doivent mentionner tout matériel disponible sur les effets de l'intervention sur les bénéficiaires. Le recours à du matériel utilisant des méthodes centrées sur les bénéficiaires est grandement apprécié (« story telling »...). Indiquer également si du matériel audiovisuel, des études, des rapports de capitalisation ou des publications (scientifiques) mettant en évidence les effets de l'intervention sur les bénéficiaires, ont été produits et sont disponibles.*

RAS à ce stade de mise en oeuvre

## 5.6 Décisions prises par la SMCL et suivi

Fournir un aperçu des décisions stratégiques importantes prises par la SMCL et assurer le suivi de ces décisions.

Décision à prendre					Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action	Res p.	Date limite	État d'avancement	Statut
Renforcement des UGR par :	02-2012	constant		SMCL					Décision à prendre si pas de candidats correspondants au profil requis
<ul style="list-style-type: none"> <li>des agents des services techniques (COT)</li> </ul>								Pas de candidats avec les profils requis	
<ul style="list-style-type: none"> <li>la prise en charge des SAF</li> </ul>		constant		SMCL				En cours de mise en œuvre	Fait
Possibilité d'établir :	06-2012	juillet		SMCL				AF signé en juillet pour SVPP et VDN	Fait
<ul style="list-style-type: none"> <li>des AF pour les SVPP, VDN et filière lait</li> <li>des AE avec les ONG et Opels</li> </ul>								AE signé avec les ONG pour EFS	Fait
Validation des TDR de la mission à mis parcours				octobre					MTR exécutée